

## La décision de l'UE contre le Burundi risque d'être lourde de conséquences

RFI, 14-03-2016 Quelles conséquences pour le Burundi après la suspension de l'aide de l'UE ? L'Union européenne (UE) a décidé, ce lundi 14 mars, de suspendre son aide financière au Burundi, trois mois après le début des consultations sur le pays. Une suspension qui intervient au titre de l'article 96 de l'accord de Cotonou, texte qui régit la coopération. En décembre dernier, le Conseil de l'Union européenne avait jugé insatisfaisants les efforts de Bujumbura pour remédier aux violations des droits de l'homme et des principes démocratiques. Cette décision de l'UE risque lourde de conséquences car l'économie du pays est au plus mal.

Après la Belgique, les Pays-Bas et les Etats-Unis, c'est au tour de l'Union européenne de couper son aide directe. L'administration burundaise y compris l'aide budgétaire. L'UE était le principal donateur du pays et contribuait à 20% du budget national. Au Burundi, les ministères de l'Agriculture et de la Santé sont subventionnés respectivement 80 et 60% par l'aide extérieure ce qui veut dire que les conséquences pourraient être dramatiques pour la population car manque d'ajout de médicaments et voit les prix des denrées augmenter de jour en jour. C'est probablement pour cette raison que l'UE maintient, en revanche, son aide humanitaire et souhaite développer des projets qui bénéficient directement à la population sans passer par les comptes du gouvernement. Pour reprendre son aide, l'UE attend de Bujumbura « des mesures concrètes » concernant notamment une véritable implication dans le dialogue avec l'opposition qui est resté lettre morte, depuis décembre dernier. Au Burundi, la crise n'est plus seulement politique aussi financière. En termes de PIB par habitant, le Burundi est aujourd'hui le dernier pays. Les caisses de l'Etat sont vides et les prévisions du FMI pour 2016 sont désastreuses. Une situation qui ne semble pas inquiéter outre mesure le ministre des Affaires extérieures burundais, Alain Aimé Nyamitwe. « Nous apprenons qu'il faut compter sur nos propres ressources et l'aide de nos autres partenaires », a-t-il déclaré, sans toutefois spécifier lesquels.